



RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 00984

Numéro SIREN : 482 974 078

Nom ou dénomination : A.R.F TEST

Ce dépôt a été enregistré le 05/10/2017 sous le numéro de dépôt A2017/009082

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
GRENOBLE



1325876

Dénomination : A.R.F TEST
Adresse : 30 chemin du Vieux Chêne Parc du Busseroles 38240
Meylan -FRANCE-

n° de gestion : 2005B00984
n° d'identification : 482 974 078

n° de dépôt : A2017/009082
Date du dépôt : 05/10/2017

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 10/05/2017



1325876

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

05 OCT. 2017

A.R.F TEST

Société par actions simplifiée
Au capital de 37.000 €
Siège social : 38240 MEYLAN
30 Chemin du Vieux Chêne
482.974.078 RCS GRENOBLE

Sous le N° 90821

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 10 MAI 2017

Procès-Verbal de délibération

L'an deux mille dix-sept,
Le dix mai à 10 heures,



Les associés de la société par actions simplifiée « A.R.F TEST », au capital de 37.000 € divisé en trois mille sept cents (3.700) actions, dont le siège social est à 38240 MEYLAN - 30 Chemin du Vieux Chêne, se sont réunis audit siège social, sur la convocation qui leur a été faite par Monsieur Daniel ANDRIEUX, président.

Celui-ci préside la séance, ès qualité, conformément à l'article 18 des statuts.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par les associés présents ainsi que par les mandataires des associés représentés le cas échéant.

La feuille de présence ainsi signée et certifiée exacte par le président permet de constater que 3.700 actions sont présentes et représentées, c'est à dire la totalité des actions composant le capital et des droits de vote, et qu'ainsi l'assemblée générale en la forme extraordinaire peut valablement délibérer, conformément aux dispositions légales et statutaires et l'assemblée peut donc valablement délibérer.

Monsieur Daniel ANDRIEUX, ès qualité, dépose sur le bureau et met à la disposition des associés les documents suivants :

- le rapport du président,
- la copie du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 18 juillet 2016 ayant statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016,
- les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016,
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée,
- un exemplaire à jour des statuts sociaux.

Puis il précise que le rapport du président et le texte des résolutions soumises à la présente assemblée ont été adressés et/ou tenus à la disposition des associés dans les délais légaux et statutaires.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur Daniel ANDRIEUX indique que les associés sont appelés à statuer sur l'ordre du jour suivant :

DA

PE

DE

SE

AD

JB

JB

US

ORDRE DU JOUR

- Sous condition de la renonciation par Monsieur Pascal BRODER et Monsieur Daniel ANDRIEUX tant à titre personnel et qu'ès qualité de représentant légal de la société LEODAX à la possibilité de céder l'intégralité de leurs actions à la société dans le cadre d'une réduction de capital non motivée par des pertes, décision de réduction de capital d'un montant de onze mille huit cent quarante (11.840) €, par voie d'achat de mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions appartenant à Monsieur Bruno BENEYTON et à Monsieur Denis BERTHOLD, et d'annulation des mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions acquises,
- Sous condition de la décision de réduction de capital non motivée par des pertes visée au premier point de l'ordre du jour, suppression temporaire de la négociabilité du droit préférentiel de souscription attaché aux actions,
- Modification corrélative des articles 9 et 12 des statuts,
- Sous condition de la décision de réduction de capital mentionnée ci-dessus au premier point de l'ordre du jour et de la suppression temporaire de la négociabilité du droit préférentiel de souscription des associés, augmentation de capital, au pair, par apport en numéraire, d'un montant de douze mille cinq cent quatre-vingts (12.580) €, à libérer intégralement lors de la souscription, et augmentation du nominal des deux mille cinq cent seize (2.516) actions existantes,
- Sous condition suspensive de la décision de réduction de capital mentionnée ci-dessus au premier point de l'ordre du jour, principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés, en application des dispositions de l'article L. 225-138-1 du code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du code du travail,
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts,
- Pouvoirs à donner au président pour acquérir les mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions acquises par la société à raison de la réduction de capital et pour en payer le prix, dans le délai légal, aux associés bénéficiaires de cette réduction de capital,
- Pouvoirs à donner au président pour constater les souscriptions, leur libération et la réalisation de l'augmentation de capital par apports en numéraire et pour modifier de manière corrélative les statuts.
- Pouvoirs pour les formalités.

Monsieur Daniel ANDRIEUX donne alors lecture du rapport qu'il a établi ès qualité de président.

Puis, il déclare la discussion ouverte.

DA
AD

DE
B

DC
DB

EC
TB

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'assemblée générale,

Après avoir entendu la lecture du rapport du président,

Et statuant conformément aux dispositions des articles L 225-207 du code de commerce sur renvoi de l'article L 227-1 du même code,

Décide de réduire le capital, d'un montant de onze mille huit cent quarante (11.840) € pour le ramener ainsi de trente-sept mille (37.000) € à vingt-cinq mille cent soixante (25.160) € par voie d'achat puis d'annulation de mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions de dix (10) € de nominal chacune, avec jouissance courante lors de l'achat, au prix global de rachat de quarante mille (40.000) €,

L'excédent entre le prix d'achat de quarante mille

€,

Ci

40 000,00 €

et le montant de la réduction de capital de onze mille huit cent quarante €,

Ci

11 840,00 €

C'est-à-dire vingt-huit mille cent soixante €,

Ci

28 160,00 €

Sera imputé sur le compte « autres réserves » qui sera ainsi ramené de 284.550,10 € à 256.390,10 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Il est alors procédé à une suspension de séance durant laquelle :

- Monsieur Daniel ANDRIEUX, président, remet en main propre aux associés les offres d'achat présentées par la société compte tenu de l'adoption de la résolution relative au principe de la réduction de capital,
- Les associés remettent à Monsieur Daniel ANDRIEUX, ès qualité, leur réponse quant à l'offre d'achat de leurs titres.

DEUXIEME RÉOLUTION

L'assemblée générale,

Après avoir entendu la lecture du rapport du président et statuant conformément aux dispositions de l'article L 225-204 du code de commerce, aux termes duquel la décision de réduction de capital prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires,

Et après avoir pris acte de l'accord de Monsieur Pascal BRODER, et de Monsieur Daniel ANDRIEUX tant à titre personnel qu'en sa qualité de gérant de la société LEODAX,

DA
AD

DR
B

DE
DB

EE
UB

lesquels ont déclaré renoncer expressément aux opérations de réduction de capital sur leurs titres,

Décide de réaliser la réduction de capital d'un montant de onze mille huit cent quarante (11 840,00) € décidée à la première résolution, par voie de rachat et d'annulation de mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions, savoir :

• Cinq cent quatre-vingt-douze actions propriété de Monsieur Denis BERTHOLD , Ci	592 parts
Et	
• Cinq cent quatre-vingt-douze actions propriété de Monsieur Bruno BENEYTON , Ci	592 parts
Total	1.184 parts

Moyennant le prix global de quarante mille (40.000) €, revenant, savoir :

• A Denis BERTHOLD , à concurrence de vingt mille € Ci	20 000,00 €
Et	
• A Bruno BENEYTON , à concurrence de vingt mille € Ci	20 000,00 €
Total égal à quarante mille € Ci	40 000,00 €

Et décide que par le seul fait de leur achat, les actions qui font l'objet de la présente réduction de capital ainsi que les droits y attachés, notamment les droits au bénéfice de l'exercice en cours, sont annulés à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

Après avoir entendu la lecture du rapport du président,

Compte tenu de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts, à savoir :

Article 6 – APPORTS

Il est ajouté in fine le paragraphe suivant :

« Il a été décidé par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2017 de réduire le capital de onze mille huit cent quarante (11.840 €) par voie de rachat et d'annulation de mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions, la différence entre le prix total de rachat desdites actions, c'est-à-dire la somme de quarante mille (40.000) € et la valeur

DA PE DE BB
AD PB DB U

nominale des parts annulées (onze mille huit cent quarante €), c'est-à-dire la somme de vingt-huit mille cent soixante (28.160) € a été imputée sur le compte « autres réserves ».

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de vingt-cinq mille cent soixante (25.160) €, il est divisé en deux mille cinq cent seize (2.516) actions, entièrement souscrites et libérées toutes de même catégorie. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

Après avoir entendu la lecture du rapport du président,

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent,

Donne tous pouvoirs au président à l'effet de constater le rachat et l'annulation des mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions décidés aux résolutions qui précèdent et de procéder au paiement du prix d'achat de leurs actions à Messieurs Denis BERTHOLD et Bruno BENEYTON, en application des dispositions des articles L 225-205 et R 225-152 du code de commerce, à savoir :

- à l'issue du délai d'opposition des créanciers en cas d'absence d'oppositions,
ou
- dès lors que le tribunal de commerce, ayant statué en première instance, aura rejeté les oppositions comme étant infondées,
ou
- dès lors que la décision du tribunal saisi d'opposition aura été exécutée (remboursement des créanciers opposants ou constitution de garanties).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

Décide de supprimer pour une durée de six mois à compter de ce jour la négociabilité du droit préférentiel de souscription des associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

Compte tenu de l'adoption de la résolution qui précède,

Décide de modifier comme suit les articles 9 et 12 des statuts :

DA	ZB	DE	EE
AD	B	B	U

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES

Il est ajouté in fine l'alinéa suivant :

Par décision unanime des associés en date du 10 mai 2017, la négociabilité du droit préférentiel de souscription des associés a été supprimée pour une durée de six mois à compter de la même date.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Il est ajouté in fine le 8. suivant :

Par décision unanime des associés en date du 10 mai 2017, la négociabilité du droit préférentiel de souscription des associés est supprimée pour une durée de six mois à compter de la même date.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

Après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré en application des articles L. 225-129 et suivants du code de commerce,

Décide d'augmenter le capital d'un montant de douze mille cinq cent quatre-vingts (12.580) €, à libérer intégralement lors de la souscription par apport en numéraire,

De réaliser cette augmentation de capital par augmentation du nominal des deux mille cinq cent seize (2.516) actions composant le capital, de dix (10) € à quinze (15) €,

De maintenir le droit préférentiel de souscription des associés,

Pour porter le capital de vingt-cinq mille cent soixante (25.160) € à trente-sept mille sept cent quarante (37.740) €,

Les souscriptions devront être réalisées en numéraire exclusivement durant la période de souscription et devront être intégralement libérées lors de leur souscription,

Si, après exercice du droit préférentiel de souscription des associés, le montant des souscriptions reçues n'atteint pas au moins les trois quarts de l'augmentation de capital décidée au titre de la présente résolution, cette augmentation de capital ne sera pas réalisée, sauf si le montant non souscrit représente moins de 3 % du montant de l'augmentation de capital objet de la présente résolution, auquel cas, le président pourra, d'office et dans tous les cas, limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies.

Les souscriptions seront reçues au siège social de la société sous la forme d'un bulletin de souscription signé par le souscripteur.

La période de souscription sera ouverte à compter du 17 mai 2017 et jusqu'au 31 aout 2017 inclus.

Les versements de numéraire devront être effectués par virement bancaire ou par remise de chèque sur le sous compte « Augmentation de Capital » ouvert au nom de la société dans les livres de la BNP PARIBAS qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L. 225-146 du code de commerce.

AD DA

EB

DE

EE

FB

DB

ES

La période de souscription sera close par anticipation si tous les droits de souscription à titre irréductible ont été exercés ou si l'augmentation de capital susvisée a été intégralement souscrite après renonciation individuelle à leurs droits de souscription par les actionnaires qui n'ont pas souscrit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

Après avoir entendu la lecture du rapport du président,

Et statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du code de commerce sur renvoi de l'article L 227-1 du même code et des articles L. 3332-18 et suivants du code du travail, décide :

D'augmenter le capital de la société d'un montant nominal maximum de mille deux cents (1.200) €, par l'émission de quatre-vingts (80) actions nouvelles d'une valeur nominale de quinze (15) € chacune, à libérer en numéraire et dont la souscription sera réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents auquel l'article L. 3332-18 du code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) qui serait ouvert aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du code de commerce ;

De supprimer, en faveur des salariés ayant la qualité d'adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de renoncer à tout droit aux actions ou titres qui seraient attribués sur le fondement de cette résolution ;

De déléguer au président tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, et notamment afin de réaliser l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq (5) ans à compter de la décision de la présente assemblée, au profit des salariés ayant la qualité d'adhérents à un plan d'épargne d'entreprise après l'avoir établi en tant que de besoin dans les conditions prévues par les articles L. 3332-1 et suivants du code du travail et fixer le montant de chaque émission dans la limite du plafond global de mille deux cents (1.200) € ;

De déterminer les conditions d'attribution éventuelles des actions nouvelles ainsi émises au profit desdits salariés dans les conditions légales, en ce compris les conditions d'ancienneté, arrêter la liste des bénéficiaires, ainsi que le nombre de titres susceptibles d'être attribués à chacun d'entre eux, dans la limite du plafond de l'augmentation de capital objet de la présente résolution ;

De déterminer le prix de souscription des actions nouvelles, dans les conditions prévues à l'article L. 3332-20 du code du travail ;
arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, déterminer si les souscriptions aux actions nouvelles devront être réalisées directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement, recueillir les souscriptions des salariés ;

De fixer le délai accordé aux salariés souscripteurs pour la libération du montant de leur souscription dans la limite du délai de 3 ans à compter de la souscription prévu par l'article L. 225-138-1 du code de commerce, étant rappelé que, conformément aux dispositions dudit article, les actions souscrites pourront être libérées, à la

DA DE DI DB
AD BR AS UB

demande de la société ou du salarié souscripteur, par versements périodiques ou par prélèvements égaux et réguliers sur le salaire dudit salarié souscripteur ;

De recueillir les sommes correspondant à la libération des souscriptions ;
constater la réalisation de l'augmentation de capital, et le cas échéant, imputer tous frais sur le montant des primes payées lors de l'émission des actions ;

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter de la réalisation définitive de leur émission. Elles seront, dès leur création, intégralement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la société.

Cette résolution est rejetée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, donne tous pouvoirs au président pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi, modifier, le cas échéant, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, recueillir les souscriptions, constater les libérations, prendre toutes mesures utiles pour la réalisation définitive de cette augmentation de capital, modifier les statuts de la société corrélativement et plus généralement, faire tout ce qui sera utile, approprié ou nécessaire pour parvenir à la bonne fin de l'émission.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

Donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait d'elles présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés après lecture.

M. **Daniel ANDRIEUX**

A titre personnel et en qualité de représentant de la société **LEODAX**

M. **Bruno BENEYTON
BERTHOLD**

M. **Pascal BRODER**

M.

Denis

Enregistré à : SIE DE GRENOBLE - GRESIVAUDAN

Le 15/05/2017 Borderau n°2017/332 Case n°16

Enregistrement : 375 € Réalité :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent administratif des finances publiques

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
GRENOBLE



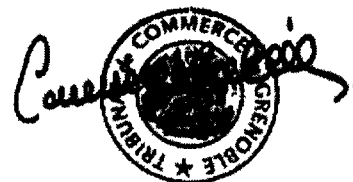
1325877

Dénomination : A.R.F TEST
Adresse : 30 chemin du Vieux Chêne Parc du Busseroles 38240
Meylan -FRANCE-

n° de gestion : 2005B00984
n° d'identification : 482 974 078

n° de dépôt : A2017/009082
Date du dépôt : 05/10/2017

Pièce : Procès-verbal du 08/06/2017



1325877

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

05 OCT. 2017

Sous le N°

9582

A.R.F TEST

Société par actions simplifiée
Au capital de 37.740 €
Siège social : 38240 MEYLAN
30 Chemin du Vieux Chêne
482.974.078 RCS GRENOBLE

**COPIE CERTIFIEE CONFORME
PAR LE PRESIDENT**

PROCES-VERBAL ETABLI PAR LE PRESIDENT EN DATE DU 8 JUIN 2017

Je soussigné,

Monsieur **Daniel ANDRIEUX**,

Président de la société A.R.F TEST, société dont les caractéristiques sont ci-dessus énoncées,

A établi le présent procès-verbal en vertu des pouvoirs qui m'ont été délégués par l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 10 mai 2017, assemblée ayant, notamment, décidé de :

- Réduire le capital de trente-sept mille (37.000) € à vingt-cinq mille cent soixante (25.160) €, par achat et annulation de mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions appartenant à deux associés, avec effet au jour de l'assemblée générale,
- Augmenter le capital de douze mille cinq cent quatre-vingts (12.580) € par apports en numéraire à réaliser par les trois associés restant, avec effet à la date du certificat du dépositaire des fonds, conformément aux dispositions de l'article R 225-135 du code de commerce, et augmentation du nominal des actions de dix (10) € à quinze (15) €,
- Modifier de manière corrélative les statuts et donner tous pouvoirs au président, aux effets décidés aux termes de la neuvième résolution adoptée par l'assemblée générale extraordinaire,

Après avoir constaté que :

- Le procès-verbal enregistré de l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 mai 2017 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de GRENOBLE le 15 mai 2017, ainsi qu'il ressort d'un récépissé de dépôt délivré par ledit greffe, dont une copie demeurera ci-après annexée,
- Aucune opposition n'a été diligentée par quelque créancier que ce soit dans le délai légal de vingt (20) jours, en application des articles L 225-205 et R 225-152 du code de commerce,
- La somme de douze mille cinq cent quatre-vingts (12.580) €, représentative de l'augmentation de capital en numéraire a été déposée par les trois associés de la société, à la BNP PARIBAS, agence de MONTBONNOT SAINT

MARTIN (38) le 2 juin 2017, ainsi qu'il ressort d'une attestation de ce dépôt, dont une copie demeurera ci-après annexée, et qu'en conséquences la souscription à l'augmentation de capital est intégralement libérée,

Décide de modifier comme suit, à compter du 2 juin 2017, les articles 6 et 7 des statuts, à savoir :

Il est ajouté in fine de l'**article 6 « APPORTS »** l'alinéa suivant :

« Il a été fait apport à la société en date du 2 juin 2017 d'une somme de douze mille cinq cent quatre-vingts (12.580) €, déposé à la BNP PARIBAS, à raison de libération de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2017 et souscrite en totalité par les associés. »

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital s'établit à la somme de trente-sept mille sept cent quarante (37.740) €. Il est divisé en deux mille cinq cent seize (2.516) actions de quinze (15) € de valeur nominales chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées. »

Fait à MEYLAN (38)
Pour servir et valoir ce que de droit,
Le 8 juin 2017

Daniel ANDRIEUX

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned below the name Daniel ANDRIEUX.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
GRENOBLE



1325878

Dénomination : A.R.F TEST
Adresse : 30 chemin du Vieux Chêne Parc du Busseroles 38240
Meylan -FRANCE-

n° de gestion : 2005B00984
n° d'identification : 482 974 078

n° de dépôt : A2017/009082
Date du dépôt : 05/10/2017

Pièce : Statuts mis à jour



1325878

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :

05 OCT. 2017

Sous le N° 9082.....

A.R.F TEST
Société par actions simplifiée
Au capital de 37.740 €
Siège social : 38240 MEYLAN
30 Chemin du Vieux Chêne
482.974.078 RCS GRENOBLE

**COPIE CERTIFIEE CONFORME
PAR LE PRESIDENT**



**STATUTS MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 10 MAI 2017 ET DU PROCES-VERBAL DU
PRESIDENT EN DATE DU 8 JUIN 2017, AVEC EFFET AU 2 JUIN 2017**

ARF TEST

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le :
14 JAN. 2014
Sous le N° 308

STATUTS A JOUR

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 20 FEVRIER 2006 MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 " SIEGE SOCIAL "

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL A COMPTER DU 01/04/2006 DE MONTBONNOT SAINT MARTIN (38 330) – 138 Chemin des Avettes à MONTBONNOT SAINT MARTIN (38 330) – 667 Rue Ariste Bergès, Immeuble Le Solaris.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 23 NOVEMBRE 2012 MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 " SIEGE SOCIAL "

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL A COMPTER DU 18/07/2012 DE MONTBONNOT SAINT MARTIN (38 330) – 667 Rue Ariste Bergès, Immeuble Le Solaris à MEYLAN (38 240) – 30 Chemin du Vieux Chêne – Parc du Busseroles.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 14 NOVEMBRE 2013 MODIFICATION DE L'ARTICLE Modification de l'article 13 - DROITS ETOBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS » des statuts

Suppression de la mention : « Toutes distributions de dividendes sera réparties par tête entre les associés et non au prorata des parts détenues par chacun d'eux ».

COPIE CERTIFIEE
OCMEONARIS

ARF TEST
Société par actions simplifiée
au capital de 37 000 euros
Siège social : 667 rue Aristide Berges
Immeuble Le Solaris
38330 MONTBONNOT ST MARTIN
482 974 078 RCS GRENOBLE

STATUTS

ARTICLE 1 - Forme

La société est constituée sous forme de société par actions simplifiée.

La société est régie par les présents statuts et les dispositions en vigueur, notamment les dispositions du Code de commerce.

Cette société a été constituée sans appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée :

A.R.F. TEST

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet :

- La commercialisation, la distribution, l'importation et l'exportation de matériels et produits électroniques et mécaniques.
- La conception et la réalisations de matériels et de produits électroniques et mécaniques ainsi que la fabrication de ces matériels et produits.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières, immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, à tous objets similaires ou connexes, la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou associations en participation.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à :

MEYLAN (38 240) – 30 Chemin du Vieux Chêne – Parc du Busseroles

Il peut être transféré sur décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 60 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL – APPORTS

Les soussignés font apport à la société :

- Monsieur Daniel ANDRIEUX	
Une somme en numéraire de QUATORZE MILLE HUIT CENTS Euros, ci	14 800 Euros,
- Monsieur Pascal BRODER	
une somme en numéraire de ONZE MILLE CENT Euros, ci	11 100 Euros
- Monsieur Bruno BENEYTON	
Un somme en numéraire de ONZE ILLE CENT EUROS, ci	11 100 Euros

Soit au total TRENTE SEPT MILLE Euros, ci 37 000 Euros

Correspondant à 3 700 actions de 10 euros de valeur nominale souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire établi le 27 mai 2005 laquelle somme a été intégralement déposée sur le compte de la société en formation à la banque BNP PARIBAS agence de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

Il a été décidé par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2017 de réduire le capital de onze mille huit cent quarante (11.840 €) par voie de rachat et d'annulation de mille cent quatre-vingt-quatre (1.184) actions, la différence entre le prix total de rachat desdites actions, c'est-à-dire la somme de quarante mille (40.000) € et la valeur nominale des parts annulées (onze mille huit cent quarante €), c'est-à-dire la somme de vingt-huit mille cent soixante (28.160) € a été imputée sur le compte « autres réserves

Il a été fait apport à la société en date du 2 juin 2017 d'une somme de douze mille cinq cent quatre-vingts (12.580) €, déposé à la BNP PARIBAS, à raison de libération de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2017 et souscrite en totalité par les associés.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital s'établit à la somme de trente-sept mille sept cent quarante (37.740) €. Il est divisé en deux mille cinq cent seize (2.516) actions de quinze (15) € de valeur nominales chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 8 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 9 – AUGMENTATION DE CAPITAL – EMISSION DE VALEURS MOBILIERES

Le capital social peut être augmenté suivant décision ou autorisation de la collectivité des associés par tous les moyens et procédures prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, applicables aux sociétés anonymes. La société peut notamment émettre toutes valeurs mobilières prévues à l'article L228-91 du Code de Commerce.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de priorité jouissant d'avantages par rapport à toutes autres actions ou, si les conditions légales sont réunies, tous autres titres ou certificats, avec ou sans droit de vote, pouvant être créés par les sociétés par actions.

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Par décision unanime des associés en date du 10 mai 2017, la négociabilité du droit préférentiel de souscription des associés a été supprimée pour une durée de six mois à compter de la même date.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET RÉDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

La réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, s'opère, soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre des titres, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - FORME ET INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS - LIBÉRATION DES ACTIONS

1. Les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

Toute transmission ou mutation d'actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par virement de compte à compte.

2. Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, dans le délai maximum de cinq ans, sur appel du président.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1. Les actions se transmettent librement entre associés.

Toute autre transmission ou cession d'actions y compris au conjoint, ascendant ou descendant du cédant, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou onéreux, sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit est soumise à l'agrément préalable de la société donné par le Président.

La demande d'agrément doit être notifiée à la société. Elle indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation de la valeur des actions dans les autres cas.

L'agrément résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

Si le cessionnaire n'est pas agréé et si le cédant ne fait pas connaître, dans les dix jours de la notification du refus d'agrément, qu'il renonce à la cession, la société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus de faire acquérir les actions soit par un associé, soit par un tiers, soit par elle-même. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément l'achat n'est pas réalisé, la cession peut être régularisée au profit du cessionnaire proposé. Toutefois, ce délai peut être prolongé dans les conditions fixées à l'article 207 du décret sur les sociétés commerciales.

Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. La société peut procéder au rachat des actions même sans le consentement de l'associé cédant.

En cas d'augmentation de capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à agrément du président suivant la distinction faite pour la transmission des actions elles-

mêmes. Il en est de même des renonciations aux droits de souscription faites au profit de personnes dénommées.

Une personne non associée ne peut être admise dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital ou devenir titulaire de valeurs donnant accès au capital, sans être préalablement agréée dans les conditions prévues ci-dessus.

Aucun consentement préalable ne peut être donné à un projet de nantissement d'actions.

2. Les actions sont transmises librement par succession au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé. Tout autre héritier ou ayant droit de l'associé ne devient associé que s'il a reçu l'agrément du Président dans les conditions prévues au 1. Ci-dessus.

Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, le président peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global; de convention essentielle entre les associés, la société peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les actions de l'héritier ou ayant droit non agréé; il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de cession. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3. En cas de dissolution d'une communauté de biens entre époux par le décès de l'époux associé, l'agrément est donné comme en matière de transmission par décès, cet agrément n'étant toutefois pas exigé si le conjoint a déjà la qualité d'associé.

En cas de dissolution de communauté du vivant des époux, l'attribution des actions est libre si chacun des époux est associé. A défaut, l'agrément est donné comme en matière de cession. A défaut d'agrément, les actions attribuées à l'époux ou l'ex-époux non associé doivent être rachetées dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des actions inscrites à son nom.

4. La transmission d'actions ayant son origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé y compris en cas de fusion, de scission ou de toute autre décision emportant transmission universelle du patrimoine de la personne morale associée est soumise à agrément dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article.

5. Si la société ne comprend qu'un associé, les dispositions ci-dessus soumettant la cession ou la transmission des actions à l'agrément préalable de la société ne sont pas applicables. La cession des actions de l'associé unique est libre, toutefois en cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, si les actions ne sont pas attribuées à cet associé, il peut les racheter pour assurer la conservation de la totalité des actions inscrites à son nom.

6. Les demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues dans le cadre de la procédure d'agrément sont faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception.

7. La présente clause d'agrément ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

5

8. Par décision unanime des associés en date du 10 mai 2017, la négociabilité du droit préférentiel de souscription des associés est supprimée pour une durée de six mois à compter de la même date.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par le ou les associés.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette qu'elles que soient leur origine et leur date de création.

Le ou les associés ne supportant les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

ARTICLE 14 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEURS GÉNÉRAUX

1. La société est dirigée par un président, personne physique ou morale, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. Un ou des directeurs généraux peuvent être désignés dans les conditions indiquées ci-après pour assister le Président.

Le président est désigné, pour une durée limitée ou non, par décision collective des associés.

Le premier Président est Monsieur Daniel ANDRIEUX demeurant à MONTBONNOT SAINT MARTIN (38 330) 138 Chemin des Avelles nommé à cette fonction pour une durée de 5 ans.

Le président peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois à l'avance. Il peut être révoqué par décision collective des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

Le Président a droit à une rémunération dont le montant est approuvé par décision collective des associés.

Le président dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi ou les présents statuts à la collectivité des associés.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 432-8 du Code du travail, exclusivement auprès du président.

La décision collective nommant le président peut, à titre de règle interne, inopposable aux tiers, limiter les pouvoirs du président en soumettant la conclusion de certains engagements à l'autorisation de la collectivité des associés.

2. Afin de l'assister dans ses fonctions de direction, le président peut donner mandat à un ou plusieurs directeurs généraux. Ce ou ces directeurs, personnes physiques, associés ou non, peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

La désignation de ces directeurs généraux est faite par décision collective des associés pour une période déterminée.

L'assemblée générale fixe l'étendue des pouvoirs confiés aux directeurs et la durée de leur mandat qui ne peut excéder celle du Président. Elle détermine la rémunération des directeurs.

Les directeurs sont révocables à tout moment, pour juste motif, par décision collective des associés.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LES DIRIGEANTS

Le Président doit aviser le commissaire aux comptes des conventions visées à l'article L 227-10 du Code de Commerce, chaque année dans le délai de trois mois à compter de la clôture de l'exercice social. Le commissaire aux comptes présente aux actionnaires un rapport sur ces conventions lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle destinée à approuver les comptes de l'exercice. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire ou le dirigeant intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Il est, en outre, précisé que devront être communiquées au commissaire aux comptes le texte des conventions libres, ce conformément aux dispositions de l'article L 227-11 du Code de Commerce.

Si la société ne comprend qu'un seul associé, la procédure prévue ci-dessus ne s'applique pas. Dans ce cas, les conventions intervenues entre la société et son président sont simplement mentionnées au registre des décisions sociales visé à l'article 22 ci-après.

Il est interdit au président, personne physique, ainsi qu'à tout dirigeant de la société, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président. Elle s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Sont nommés Commissaire aux comptes pour une durée de 6 exercices :

Titulaire : AMC CONSULTANTS, Sud Galaxie, 1, Rue Méridiens, BP 356, 38130 ECHIROLLES.

Suppléants : Monsieur Aimé GAUTHIER demeurant Sud Galaxie, 1, Rue Méridiens, BP 356, 38130 ECHIROLLES.

Ils sont désignés par décision collective des associés.

ARTICLE 17 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS - OBJET

1. Les décisions suivantes sont prises collectivement par les associés :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 15 et décisions s'y rapportant,
- nomination, révocation du président et des directeurs généraux, approbation de leur rémunération,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- émission de valeurs mobilières,
- prorogation de la société
- fusion avec une autre société, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- modification des dispositions statutaires pour laquelle il n'est pas attribué compétence au président par l'effet d'une stipulation expresse des présents statuts,
- Transfert du siège social,
- dissolution de la société, nomination et révocation du liquidateur.

2. Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, les pouvoirs ci-dessus sont exercés par l'associé unique qui peut prendre toute décision de la compétence de la collectivité des associés à l'exception de celle qui requiert l'existence de plusieurs associés.

ARTICLE 18 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS - FORME

1. Les décisions collectives résultent au choix du président d'une assemblée ou d'une consultation écrite. La volonté des associés peut aussi être constatée par des actes sous signatures privées ou authentiques si elle est unanime.
2. En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président. Elle peut également être convoquée par le commissaire aux comptes.

La convocation est faite par lettre expédiée à chacun des associés, sous pli ordinaire ou recommandé ou par télécopie, dix jours au moins avant la réunion.

La convocation indique notamment les jour, heure et lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion dont le libellé doit faire apparaître clairement le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites.

L'assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président de séance.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

3. En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de dix jours à compter de la date de réception du projet des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulée par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. En présence d'associé unique, si celui-ci n'est pas président, les documents relatifs aux décisions proposées lui sont communiquées comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 19 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée ou de l'envoi des pièces requises en vue d'une consultation écrite ou de l'établissement de l'acte exprimant la volonté des associés.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété d'une action, l'usufruitier exerce le droit de vote attaché à cette action, sans préjudice du droit du nu-propriétaire de participer aux décisions collectives. A cet effet, le nu-propriétaire sera convoqué et pourra assister aux assemblées et disposera du droit d'information prévu en cas de consultation écrite.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par un autre associé.

Si la société ne comprend qu'un associé, celui-ci ne peut déléguer les pouvoirs qu'il détient en sa qualité d'associé.

ARTICLE 20 - VOTE - NOMBRE DE VOIX

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne peut valablement voter du chef d'actions propres qu'elle pourrait détenir.

En outre, les associés dont les actions détenues seraient au sein d'une société anonyme exclues du vote par la réglementation applicable à cette société sont, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote.

ARTICLE 21 - ADOPTION DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou à la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En outre, les clauses relatives à l'agrément des cessions d'actions ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires.

De même les décisions portant augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite ne peuvent être prises à l'unanimité des actionnaires.

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

ARTICLE 22 - PROCÈS VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, l'identité des associés participant au vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexé la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Si la société ne comprend qu'un associé, les décisions qu'il prend sont répertoriées dans ce registre.

ARTICLE 23 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social ou au lieu de la direction administrative, connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives. Les documents à lui communiquer sont limités à ceux concernant les trois derniers exercices.

En vue de l'approbation des comptes, le président adresse ou remet à chaque associé les comptes annuels, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion du président et les textes des résolutions proposées. A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le président est tenu de répondre également par écrit.

Pour toute autre consultation, le président adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des résolutions proposées et le rapport du président ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Si la société ne comprend qu'un associé et que celui-ci n'exerce pas les fonctions de président, les documents visés ci-dessus lui seront communiqués conformément aux dispositions du présent article.

ARTICLE 24 - ANNÉE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de chaque année. Par exception, le premier exercice social se terminera le 31 mars 2006.

ARTICLE 26 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le président établit et arrête les comptes annuels prévus par la loi, au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit également un rapport de gestion.

Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions déterminées par les dispositions réglementaires, et soumis aux associés ou à l'associé unique dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans les conditions prévues par la loi régissant les sociétés commerciales.

Si la société remplit les conditions fixées par la loi, des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis à la diligence du président.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur proposition du président peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent, sur proposition du président, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire ou en actions peut être accordée à chaque associé. Cette option est décidée par la collectivité des associés.

ARTICLE 27 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par les associés ou, à défaut, par le président. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit provoquer une consultation des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 29 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

1. Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.
2. La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de perte, d'une décision collective des associés.

La réunion en une seule main de toutes les actions n'entraîne pas la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par la loi.

La dissolution met fin aux fonctions du président sauf, à l'égard des tiers, pour l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes les pièces justificatives en vue de leur approbation par les associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent consulter les associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives, chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

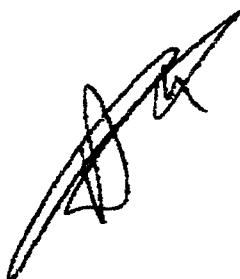
Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de consulter les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette consultation. Si les associés ne peuvent délibérer ou s'ils refusent d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les dirigeants et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente.

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned in the center of the page.